



Bulletin trimestriel d'information économique de la région MENA

Le ralentissement de la croissance accentue la nécessité des réformes

FAITS MARQUANTS Les économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) ont été frappées de plein fouet par les tensions régionales persistantes, ainsi qu'un environnement extérieur difficile (quoiqu'en légère amélioration). La croissance économique ralentit, les marges de manœuvre budgétaires s'épuisent, le chômage augmente et l'inflation s'accroît dans sept des économies les plus vulnérables de la région — Égypte, Tunisie, Iran, Liban, Jordanie, Yémen et Libye. Les mesures de politique à court terme, comme les hausses des salaires du secteur public et les subventions (visant à réduire les tensions sociales) exacerbent la situation, qui est induite par des lacunes structurelles de longue date, notamment les rigidités du marché du travail, les réglementations compliquées et opaques, les insuffisances de l'infrastructure, les subventions régressives et inefficaces et les filets de protection sociale insuffisants. Ces pays sont confrontés à un environnement politique et macroéconomique instable, mais le ralentissement de la croissance au lendemain du Printemps arabe offre l'occasion unique de régler ces problèmes structurels en vue de dégager une marge de manœuvre budgétaire et de restructurer l'économie en l'orientant vers la création d'emplois et la réalisation de la croissance solidaire.

Croissance du PIB réel (%)							
	Égypte	Tunisie	Iran	Liban	Jordanie	Yémen	Libye
2010 (avant le Printemps arabe)	5,1	3,1	5,9	7,0	2,3	7,7	5,0
2011	1,8	-1,9	1,7	3,0	2,6	-12,7	-62,1
2012	2,2	3,6	-3,0	1,4	2,7	2,4	104,5
Dernier trimestre	1,0	2,7	...	2,5	2,8	...	...
2013f	2,1	2,6	-2,1	1,5	3,1	3,0	-6,0
2014p	3,0	3,0	1,0	1,5	3,5	6,0	23,0
Taux de chômage (%)							
	Égypte	Tunisie	Iran	Liban	Jordanie	Yémen	Libye
2011	11,8	18,9	12,3	...	12,9	...	20,7
2012	12,6	17,6	15,0	...	12,2	...	19,5
Dernier trimestre	13,4	15,7	...	...	14,0	...	...
2013f	13,3	16,7	15,3	13,0	...	...	15,0
2014p	13,9	16,0	15,0	...	...	...	...
Taux d'inflation (%)							
	Égypte	Tunisie	Iran	Liban	Jordanie	Yémen	Libye
2011	11,0	5,0	20,6	5,7	4,4	19,5	15,9
2012	8,6	5,5	29,4	5,7	4,8	9,9	6,1
Dernier trimestre	11,7	6,1	...	...	6,1	14,1	3,6
2013f	6,9	6,2	35,7	3,8	5,2	12,0	4,2
2014p	10,2	5,5	22,5	3,2	3,8	12,0	4,9

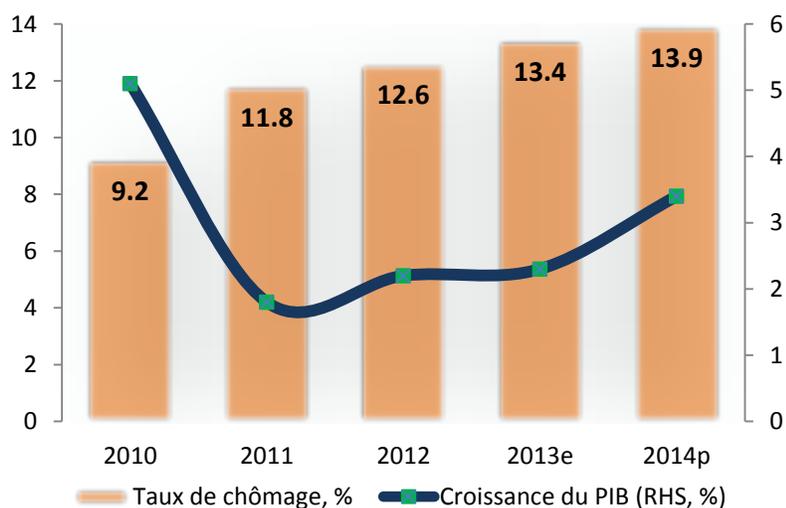
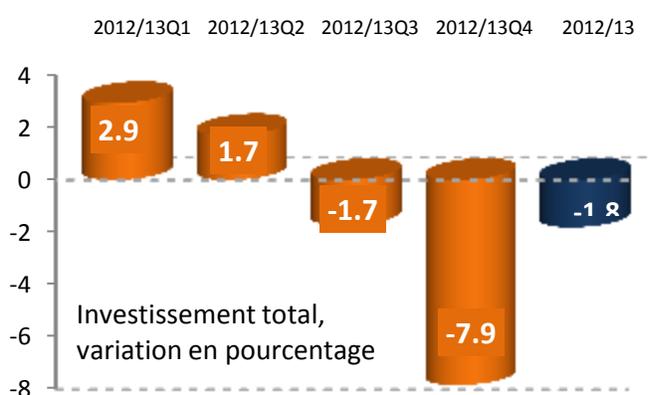
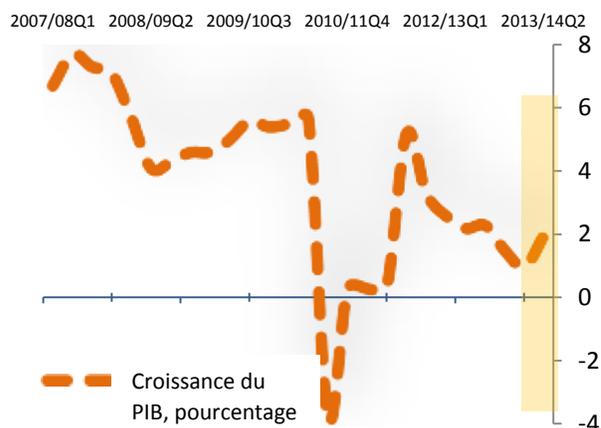
Sources : Banque mondiale et sources officielles.

Le rapport a été préparé par Lili Mottaghi (économiste) au bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale, sous la direction de Shanta Devarajan (économiste en chef, région Moyen-Orient et Afrique du Nord). Nous tenons à remercier de leurs précieuses observations Jean-Luc Bernasconi, Eric Le Borgne, Nada Choueiri, Wissam Harake, Elena Ianchovichina, Ibrahim Jamali, Ahmed Kouhouk, Thomas Blatt Laursen et Samer Naji Matta.

ÉGYPTE

Depuis août 2013, l'actuel gouvernement par intérim a annoncé deux programmes de relance économique pour un montant total de 8,7 milliards de dollars. Le premier a été lancé en août et représentait 1 % du PIB (4,3 milliards de dollars); le second devrait être annoncé au début de février 2014. Ces programmes sont financés par des économies budgétaires et l'aide de l'Arabie Saoudite, du Koweït et des Émirats arabes unis. Les deux programmes visent à réaliser une expansion de l'économie à court terme grâce à l'augmentation de l'investissement public et des salaires du secteur public. L'objectif consiste à stimuler la croissance pour la porter au niveau de 3,5 % durant l'exercice en cours (s'achevant en juin 2014) et à réduire le déficit budgétaire de 13,7 % à 9,1 % du PIB. Les programmes de relance sont intégrés dans un plan de développement, la vision 2022 de l'Égypte, dont l'objectif consiste à réaliser la croissance durable et solidaire à moyen terme en investissant dans le capital humain, plus particulièrement dans l'éducation, la formation, les soins de santé et les technologies. Dans le cadre du plan, le taux de croissance devrait augmenter à 5-7 % à moyen terme grâce à l'accroissement des investissements du secteur privé et à l'amélioration de l'infrastructure des technologies de l'information.

Néanmoins, la croissance du PIB réel en Égypte stagne autour de 2 % et devrait rester faible en 2014. Cette situation est essentiellement imputable au niveau inférieur de l'investissement durant l'exercice 2012/2013 par rapport aux exercices précédents, traduisant la position attentiste des investisseurs nationaux comme étrangers. L'investissement total a régressé de 2 %, à 14,2 % du PIB durant l'exercice 2012/2013 contre 16,4 % et 17,1 % du PIB durant les exercices 2010/2011 et 2011/2012 respectivement. L'investissement direct étranger (IDE) n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la révolution, mais il montre



certaines signes d'amélioration. Les données officielles indiquent que l'Égypte a attiré au total 9,2 milliards de dollars d'apports d'IDE au cours des trois dernières années (3 milliards de dollars en 2013). Traditionnellement, les

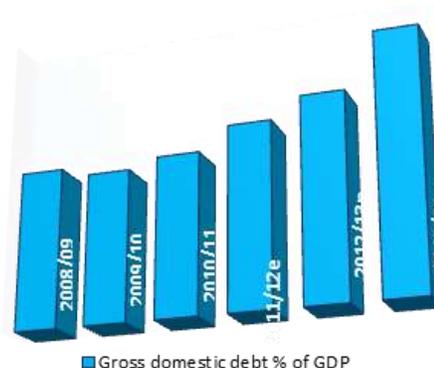
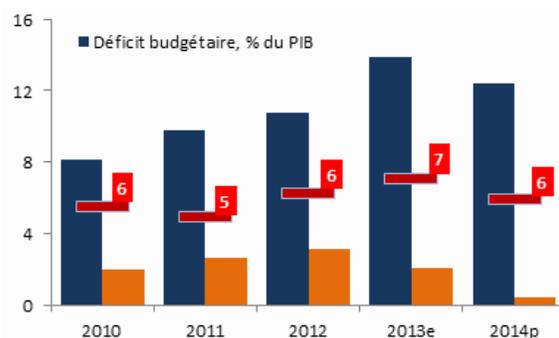
entrées d'IDE en Égypte se chiffraient à environ 9 milliards de dollars par an.

En raison de la faible croissance économique, les taux de chômage sont en augmentation, atteignant 13,4 % au troisième trimestre de 2013, soit 0,1 % de plus qu'au trimestre précédent. Ce chiffre de chômage ne porte que sur les travailleurs enregistrés et ne tient pas compte de l'économie informelle où le taux serait supérieur au taux officiel. Rien qu'au cours de la période de juillet à septembre 2013, l'Égypte a enregistré 30 000 nouveaux chômeurs, du fait de l'instabilité politique persistante et de l'escalade de la violence. D'après les données officielles, 700 000 à 800 000 nouveaux chercheurs d'emploi font leur entrée sur le marché chaque année, dont certains viendront grossir le nombre déjà élevé de chômeurs, qui s'établit à 3,6 millions. D'après les estimations de la Banque mondiale, l'économie doit réaliser un taux de croissance d'au moins 6 % pour avoir le moindre effet sur le taux de chômage à l'horizon 2020.

L'écart entre les taux de chômage des femmes et des hommes, qui existait avant la révolution de 2011, s'est considérablement creusé. Le taux de chômage s'établissait à 9,8 % chez les hommes, contre 25,1 % chez les femmes à la fin de septembre 2013. Les données de l'enquête récente sur le travail en Égypte montrent que 74 % environ des chômeurs sont âgés de 15 à 29 ans, dont 42 % se trouvent dans le groupe d'âge de 20 à 24 ans. Plus de 76 % des chômeurs sont instruits, dont 30 % sont titulaires de diplômes universitaires et plus.

La politique budgétaire expansionniste du gouvernement, conjuguée à l'augmentation de la dette intérieure, ne laisse guère de marge pour le financement du secteur privé. L'explosion des subventions des denrées alimentaires et des carburants (se chiffrant au total à près de 9 % du PIB et 30 % des dépenses publiques) maintient le déficit budgétaire à un niveau plus élevé qu'auparavant, à un taux sans précédent de 13,7 % du PIB en 2013, contre

11 % en 2012. Qui plus est, ces subventions étaient réparties de façon disproportionnée et bénéficiaient plus aux riches qu'aux pauvres. C'est ainsi qu'une étude de la Banque mondiale a établi qu'en Haute-Égypte rurale, le quintile le plus aisé recevait par habitant environ 48 % de subventions alimentaires de plus que le groupe le plus pauvre.



Les besoins financiers du pays demeurent considérables, en dépit d'annonces de contributions des pays du Golfe, d'une valeur de 16 milliards de dollars. Les besoins financiers sont toujours satisfaits par prélèvements sur les réserves internationales (qui couvraient, avec l'aide reçue du Golfe, 4 mois d'importations en décembre 2013) et par accumulation de la dette publique. Les données officielles montrent que la dette de l'État à elle seule a augmenté de 6 % au troisième trimestre de l'exercice 2013, par rapport au deuxième trimestre de la même année, et devrait atteindre un niveau record de près de 85 % du PIB à la fin de l'exercice 2013/2014.

Les fonds du Golfe ont renforcé les réserves, créant une marge de manœuvre pour l'assouplissement de la politique monétaire. Au début de décembre, la Banque centrale a réduit de 0,5 % (pour la troisième fois depuis juillet 2013) le taux des dépôts au jour le jour et des prêts, en vue de promouvoir l'investissement. La monnaie nationale s'est légèrement renforcée. D'après des données officielles, la livre égyptienne (EGP) est passée à 6,89 contre le dollar EU à la fin de décembre, après avoir dégringolé à 7,03 au début d'août. Cependant, pratiquement rien n'a changé sur les marchés parallèles (noirs) à terme, où le taux de change de l'EGP reste plus faible que le taux officiel.

L'inflation reste élevée. Les données mensuelles établies par l'agence CAPMAS (*Central Agency for Public Mobilization and Statistics*) indiquent que le taux annuel de chômage a plus que doublé, à 11,7 % en décembre 2013 (contre 4,7 % au cours du même mois de l'année précédente). L'augmentation de l'inflation est essentiellement imputable aux hausses des prix des denrées alimentaires, du logement et des services d'alimentation. Les données préliminaires de la Banque mondiale indiquent que, si la situation économique actuelle persiste, l'inflation restera élevée, à quelque 10,2 % au cours de l'exercice 2013/2014, du fait de l'augmentation des prix alimentaires, de la baisse de la production, des politiques expansionnistes et des répercussions de l'augmentation des salaires du secteur public.

L'économie égyptienne est en butte à plusieurs lacunes structurelles de longue date. Tout d'abord, l'économie a connu des décennies de sous-investissement, en particulier dans l'industrie et l'infrastructure. L'investissement demeure faible et sa part du PIB n'a cessé de diminuer. Ensuite, il est établi (Diwan, Keefer et Schiffbauer, 2013)¹ que le secteur privé est dominé par des entreprises qui ont des liens politiques et qui ont pratiquement bloqué



Source : Banque mondiale et FMI.

l'entrée et la croissance de nouvelles entreprises. Sur la base des indicateurs de la facilité de faire des affaires, l'Égypte se trouve dans la moitié inférieure de tous les pays classés (109^e sur 183 en 2013). Les longues formalités bureaucratiques représentent l'une des principales difficultés auxquelles se heurte le secteur privé. Par exemple, pour les formalités d'obtention de permis de construire ou l'application de contrats commerciaux, l'Égypte se classe pratiquement à la fin de la liste.

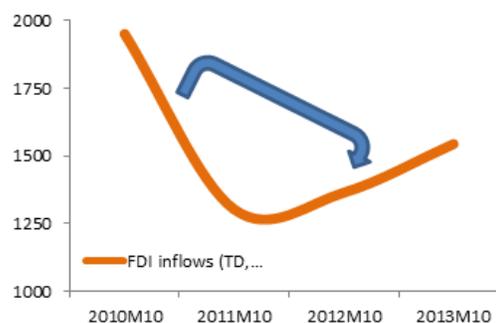
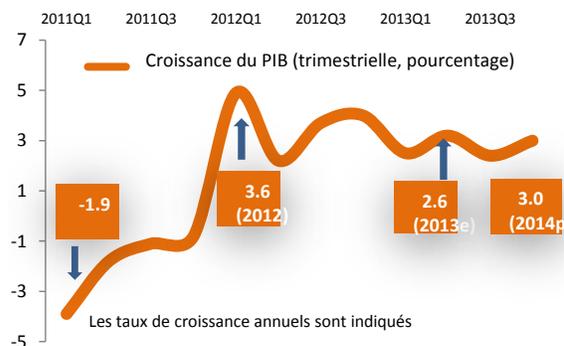
Enfin, les lacunes économiques dans les principaux secteurs entravent les possibilités d'emploi pour le grand nombre de chômeurs, de même que pour les nouveaux venus sur le marché du travail. Une forte proportion de la population est entrée dans le secteur informel, sans accès aux prestations de la sécurité sociale. Ces lacunes amènent en outre un grand nombre de personnes à vivre plus près du seuil de pauvreté, les rendant vulnérables aux chocs exogènes. Les données officielles montrent que les taux de pauvreté sont élevés, en particulier dans les zones rurales. L'indice numérique de pauvreté (nombre de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté de 3 920 livres (569 dollars) par personne par an) est passé à 26,3 % en 2012/2013 contre 25,2 % en 2010/2011. L'indice numérique de pauvreté extrême définie comme un revenu de 3 570 livres (518 dollars) par personne a décuplé après la révolution de 2011, atteignant 4,4 % en 2012/2013.

¹ Cronyism and private sector growth in Egypt, Banque mondiale.

TUNISIE

Après des mois d'impasse politique pendant la majeure partie de 2013, la classe politique tunisienne a commencé à avancer. Suite à un arrangement consensuel entre les principaux partis politiques, négocié en décembre par les principales organisations de la société civile, un Premier ministre par intérim a été nommé en janvier, la Constitution a été approuvée par l'Assemblée nationale constituante et un gouvernement de transition chargé de finaliser la nouvelle Constitution, la Loi électorale et d'organiser les élections générales, a été annoncé. Cependant, les difficultés d'ordre politique et sécuritaire continuent de peser lourdement sur l'économie. La reprise de la croissance qui a été observée au second semestre de 2012 ne s'est pas maintenue en 2013 suite à un ralentissement considérable au troisième trimestre de 2013 ; et les perspectives de reprise en 2014 demeurent sombres. Les données trimestrielles indiquent que la croissance du PIB réel a régressé à 2,8 % en moyenne au cours des neuf premiers mois de 2013, contre 3,8 % à la même période en 2012. La Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2013, de 3 % à 2,6 %. Dans le cadre du scénario d'apaisement des tensions politiques et de la reprise dans la zone euro, elle prévoit un taux de croissance de l'ordre de 3 % en 2014.

L'investissement, en particulier l'IDE, stagne, les investisseurs attendant de voir l'évolution de la situation. D'après les données publiées par l'Agence de promotion de l'investissement



Source : Sources officielles nationales.

extérieur (FIPA), malgré leur accroissement au cours des 10 premiers mois de 2013 par rapport à la même période en 2012, les entrées d'IDE demeurent inférieures aux niveaux de la période avant la révolution. Seule une légère reprise a été observée dans l'industrie manufacturière, essentiellement dans le secteur de l'électricité et l'industrie alimentaire. Le secteur des services a subi la plus forte baisse de l'investissement (de 22 %), suivi du secteur industriel (5 %) et de l'énergie (4,3 %). La baisse de l'IDE était essentiellement imputable à la diminution des entrées en provenance de la France, la plus grande source pour la Tunisie, entre 2008 et 2012. Les entrées d'IDE français ont chuté de 1 105 projets en 2008 à 714 en 2012, soit une baisse de 35 %.

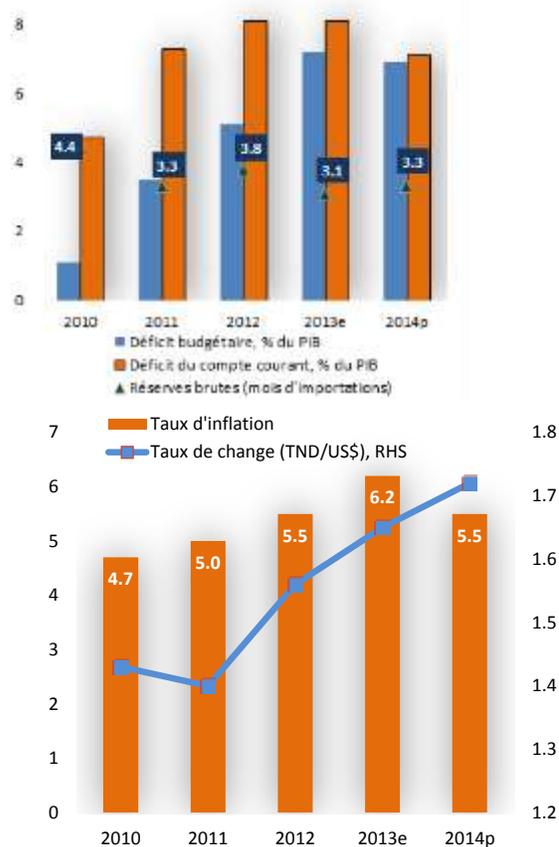
La marge de manœuvre budgétaire de la Tunisie se rétrécit rapidement suite à la politique budgétaire expansionniste qui a été étendue à 2013. Les dépenses courantes sont passées de 17,8 % du PIB en 2010 à un niveau estimé à

24,6 % en 2013, soit une augmentation de 7 %, alors que le montant total des recettes publiques est en baisse. Le déficit global des finances publiques est resté élevé et devrait atteindre 6,2 % du PIB en 2013 (sur la base des engagements, contre 0,6 % du PIB en 2010), situation essentiellement imputable à l'accroissement de la masse salariale et des subventions. En effet, les dépenses consacrées aux transferts et aux subventions ont explosé, et devraient atteindre un niveau record de 7,6 % du PIB en 2013 contre seulement 3,6 % en 2010.

Les données officielles montrent que les dépenses totales consacrées aux subventions ont plus que triplé de 2010 à 2013. Plus des deux tiers des subventions sont accordées à l'énergie, l'autre tiers allant aux produits de première nécessité. La Banque mondiale prévoit que le déficit budgétaire pourrait dépasser 7 % du PIB si le gouvernement ne prend pas les premières mesures pour rationaliser les subventions de l'énergie et mettre en place des mesures de contrôle budgétaire. L'augmentation du déficit a aggravé les pressions inflationnistes depuis 2012. À la fin de 2013, l'inflation devrait avoir atteint 6,1 % contre 5,6 % en moyenne en 2012 et 3,3 % entre 2000 et 2010.

Le déficit du compte courant a continué de se creuser en 2012 et 2013 en raison de la demande européenne léthargique et la stagnation des recettes du tourisme et des envois de fonds de migrants. En particulier, les exportations de textiles, l'une des principales industries d'exportation de la Tunisie, se sont contractées de 7,1 %. Au cours des huit premiers mois de 2013, les recettes du tourisme étaient inférieures de l'ordre de 10 % par rapport à l'année précédente (en valeur réelle). Les réserves brutes devraient diminuer à 7 milliards de dollars en 2013 (contre 11 milliards de dollars en 2009), équivalent à la couverture de trois mois d'importations. De ce fait, le dinar tunisien s'est déprécié de 6,6 % vis-

à-vis de l'euro et de 7,1 % vis-à-vis du dollar EU, à la fin d'août 2013.



Source : Sources officielles nationales.

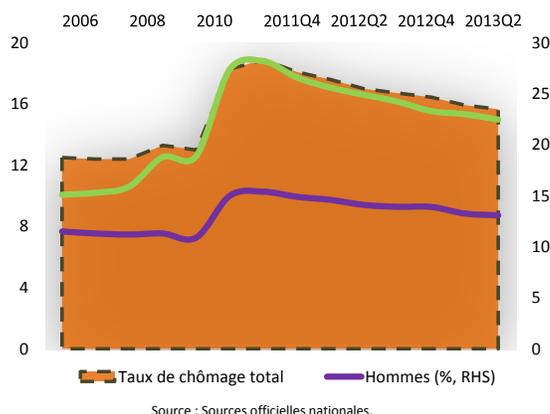
Certains signes positifs montrent que le taux de chômage est en baisse par rapport à son niveau record au lendemain du printemps arabe. Les données officielles dénotent un taux de chômage de 15,7 % (correspondant à 620 600 personnes sans emploi) au troisième trimestre de 2013, soit une baisse de 0,2 % par rapport au trimestre précédent et 1,3 % par rapport à la même période en 2012.

Le chômage demeure élevé parmi les diplômés de l'université, à 33,5 % au troisième trimestre de 2013 comparé à 31,6 % au deuxième trimestre. Le taux est même plus élevé parmi les jeunes instruits. L'écart entre les sexes s'est creusé : les taux de chômage sont nettement plus élevés chez les femmes (23 %) et en

particulier les femmes instruites (43,5 % des femmes diplômées) et dans les régions reculées.

L'augmentation du chômage au lendemain du Printemps arabe était imputable en grande partie à la réduction des emplois saisonniers dans le secteur du tourisme et au retour d'un grand nombre de Tunisiens de Libye. Le taux devrait rester élevé, entre 15 % et 16 % en 2014, dans la mesure où le secteur public et les compagnies paraétatiques ont été les principaux inducteurs de la réduction du chômage entre 2012 et 2013. D'après les estimations de la Banque mondiale, l'économie tunisienne doit enregistrer un taux de croissance d'au moins 4,5 % pour réduire le taux de chômage à l'horizon 2020. Sur le moyen terme, l'objectif du gouvernement consiste à réduire le chômage en créant 50 000 emplois au cours des cinq prochaines années. Par exemple, le projet Smart Tunisia (Tunisie Intelligente), approuvé fin novembre par le Conseil des ministres, vise à attirer l'investissement étranger et national, en particulier dans le domaine des TIC, et à créer des emplois pour les jeunes instruits.

Il subsiste des lacunes structurelles, qui pourraient retarder les perspectives de reprise de la croissance, si elles n'étaient pas éliminées rapidement. Les disparités sociales et économiques entre les régions demeurent les principaux enjeux économiques de la Tunisie. Le renforcement du secteur bancaire et le développement du marché financier intérieur figurent parmi les principales priorités structurelles qui seront nécessaires au financement des activités d'investissement. Cet objectif peut être atteint grâce à des améliorations du climat de l'activité économique en vue de promouvoir l'investissement privé.

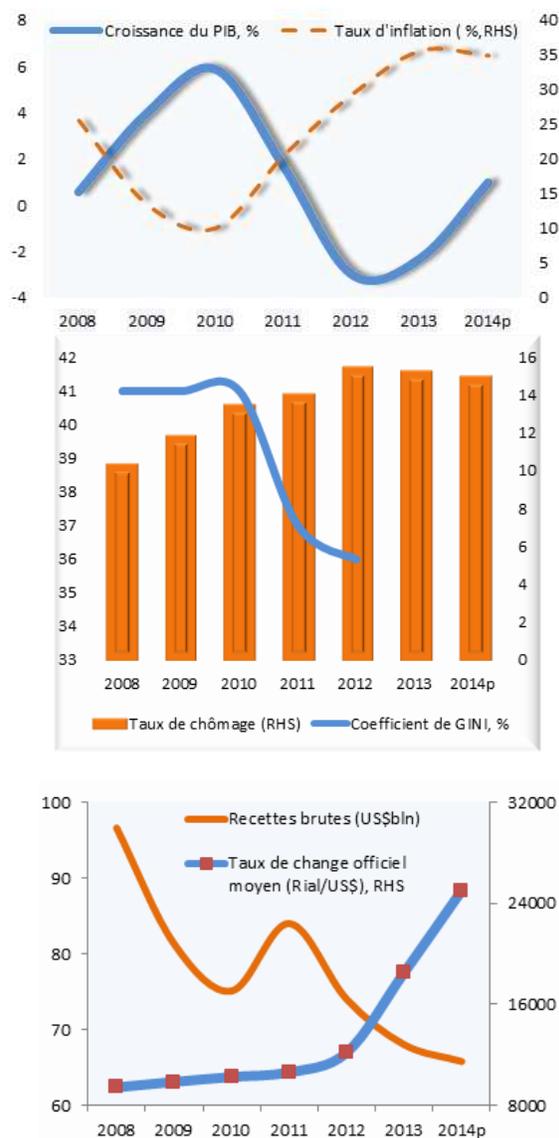


IRAN

Avec l'élection du président appuyé par les réformateurs, l'Iran semble être entré dans une nouvelle ère de politique étrangère. Depuis son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement favorise l'abandon de la politique du gouvernement précédent consistant à se tourner vers l'Est. Il accorde la priorité à la réduction de l'incompréhension et des tensions inutiles dans les relations avec l'Occident, en particulier les États-Unis, grâce à des mesures de restauration de la confiance. À cet égard, le groupe P5+1 (États-Unis, Grande-Bretagne, Chine, Russie, France et Allemagne) et l'Iran sont parvenus, fin novembre à Genève, à un accord intérimaire sur le programme controversé du nucléaire iranien. L'accord est conclu pour six mois et pourrait aboutir à une garantie à long terme que l'Iran ne produira pas d'armes nucléaires. En retour, l'Iran bénéficiera d'un certain assouplissement des sanctions internationales, notamment celles qui portent sur les exportations d'or et de produits pétrochimiques, et le déblocage des recettes pétrolières iraniennes se chiffrant à près de 4 milliards de dollars.

En outre, la situation sociale intérieure a subi de profonds changements. Le président a défini un programme garantissant la liberté personnelle et le droit à la vie privée pour les Iraniens et s'est engagé à mettre en place, dans un proche avenir, une commission des droits des citoyens. De nombreux militants de premier plan et des prisonniers politiques ont été libérés ; la vitesse d'accès à l'internet et sa disponibilité ont été améliorées, plusieurs nouveaux ministres adoptant Facebook et Twitter ; les mesures de restriction des agences de presse et des journaux ont été atténuées ; et de nombreux partisans de la ligne dure ont été remplacés par des technocrates à la tête des principales universités iraniennes.

Afin d'inverser l'engrenage à la baisse de l'économie, le gouvernement a annoncé plusieurs mesures. Celles-ci consistent



Sources : Sources officielles nationales et EIU.

notamment à donner plus d'autonomie à la banque centrale, réformer le système fiscal, à stabiliser la monnaie nationale sur le marché, à rétablir l'Organisation de gestion et de planification qui était chargée d'élaborer le budget de l'État et les plans de développement quinquennaux, et à ouvrir le secteur pétrolier aux compagnies étrangères aux fins d'investissement et d'assistance technique.

Cependant, une reprise économique rapide semble utopique, car divers indicateurs dénotent une situation économique

désastreuse. La croissance s'est contractée deux années de suite (-3 % et -2,1 % en 2012 et 2013 respectivement) et les perspectives sont peu prometteuses pour l'année prochaine. Les exportations pétrolières ont diminué de moitié et le système financier demeure entravé, en partie à cause des sanctions internationales. L'économie est éprouvée par la forte inflation. Les données officielles communiquées par le Centre de statistique montrent que l'inflation a atteint 35 % à la fin de décembre et devrait rester à ce niveau à la fin de l'exercice en cours (mars 2014). Les prix des denrées alimentaires et de l'immobilier, en particulier, ont explosé. Les taux de chômage restent à deux chiffres, à 12,2 % en octobre, celui des jeunes se chiffrant à 26 %. Le taux de chômage chez les femmes a atteint 50 % dans certaines villes en dehors de la capitale (Téhéran). Le taux moyen officiel du chômage chez les femmes à Téhéran est de 21,6 %. Le déficit budgétaire devrait se creuser, à 5,2 % du PIB en 2013 contre 4,7 % en 2012, en raison de la forte baisse des recettes d'exportations pétrolières. Sur un plan positif, l'approche modérée du gouvernement concernant les affaires intérieures et extérieures a déjà incité le marché à réviser ses attentes, ce qui a réduit la spéculation sur le taux de change du marché intérieur. La monnaie iranienne, qui a perdu 80 % de sa valeur vis-à-vis du dollar depuis mars 2012, a regagné une partie de cette valeur en décembre 2013.

Les perspectives économiques continuent d'être entravées par les lacunes structurelles, qui existaient avant le récent conflit du nucléaire, et qui comprennent : i) la mauvaise gestion de la richesse pétrolière et l'absence de diversification économique, ii) de grandes entreprises publiques et parapubliques qui entravent le développement du secteur privé – les obstacles à l'exercice de l'activité économique sont nombreux, iii) un taux de chômage élevé et chronique, en particulier parmi les femmes et les jeunes, et iv) un nombre croissant de personnes vulnérables vivant juste au-dessus du seuil de pauvreté, en

dépité du faible taux de pauvreté pour l'ensemble de l'économie.

Le pays a pris certaines initiatives visant à diversifier l'économie, en développant la production dans d'autres secteurs, notamment la pétrochimie, mais l'économie continue d'être fortement tributaire du pétrole. En 2012, le pétrole représentait environ 30 % du PIB, 80 % des exportations et 70 % des recettes budgétaires. L'indice de Herfindahl établi par la CNUCED montre que, de 1995 à 2012, la valeur de l'indice a tourné autour de 0,7, ce qui est nettement supérieur au niveau de 0,1 établi pour les pays en développement et pour le reste du monde, à l'exception des pays d'Afrique de l'Ouest². L'économie a été déstabilisée par la dépendance persistante à l'égard des recettes pétrolières, conjuguée à la forte instabilité des prix du pétrole, en plus des diverses sanctions imposées sur les exportations de pétrole. La croissance du PIB réel a considérablement fluctué au cours des dernières décennies, plus particulièrement après le resserrement des sanctions internationales en 2012.

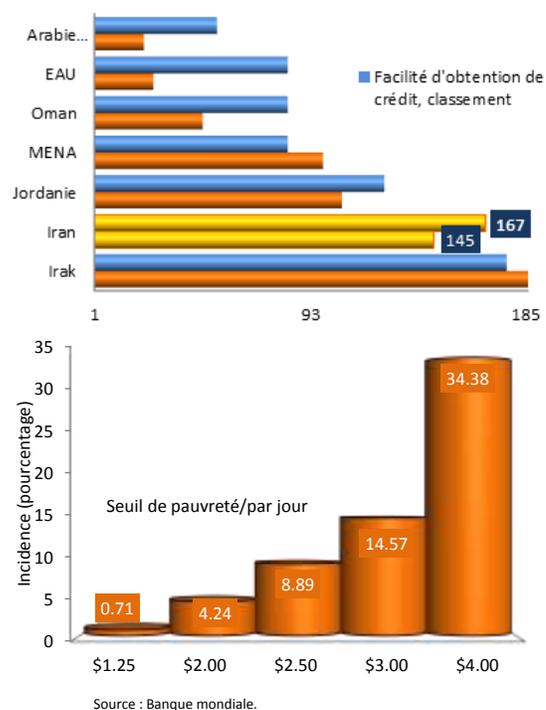
Le secteur privé est le secteur résiduel. Ses possibilités de croissance sont fortement limitées par la taille importante des secteurs public et parapublic (Bonyads et les Gardiens de la révolution³) avec leurs privilèges monopolistiques dans les domaines politiques et économiques. Les indicateurs de la facilité de faire des affaires classaient l'Iran pratiquement en fin de liste, au 147^e rang sur 183, en 2013. L'un des obstacles à l'amélioration de l'activité du secteur privé est l'accès au crédit et aux devises, qui sont essentiellement accordés à

² L'indice de concentration (allant de 0 à 1) dénote dans quelle mesure les exportations et les importations d'un pays sont concentrées. Une valeur de l'indice voisine de 1 dénote un marché très concentré et des valeurs proches de 0 dénotent un marché homogène.

³ Bonyads (organisation caritative, fondée après la révolution) et les Gardiens de la révolution islamique, qui se sont développés sous l'ancien président, représentent les plus puissants acteurs économiques dans l'économie et dominent les secteurs de l'énergie, du bâtiment et des banques. Ils ont de vastes pouvoirs monopolistiques et relèvent directement du Guide suprême.

l'élite dans les secteurs public et parapublic. Par ailleurs, les lois et règlements relatifs aux mesures de protection des investisseurs ne sont pas précis et, dans certains cas, limitent l'aptitude de ceux-ci à mobiliser des capitaux. Le climat de l'investissement n'attire pas les investisseurs étrangers. Les données de la Banque mondiale indiquent que l'Irak avait la plus faible proportion d'IDE dans le PIB par rapport à l'ensemble de la région, à 1% environ.

Le chômage chronique est l'un des problèmes épineux du pays. Les données officielles font état d'un taux de chômage de 12,3% en 2012, ce qui est probablement une sous-estimation. L'écart entre les taux de chômage des femmes et des hommes s'est également creusé. Le taux de chômage des femmes, de 21,6%, est le double de celui des hommes. Le taux de chômage est élevé chez les jeunes (15-24 ans), à 26% en 2013, alors qu'il est nettement supérieur pour les jeunes femmes (à 42,7%). Les facteurs sous-jacents du chômage chronique comprennent un taux inhabituellement élevé de croissance de la main-d'œuvre (3,5% en moyenne) induite par l'explosion démographique, la participation accrue des femmes à la main-d'œuvre (15%) et une réorientation de la répartition des qualifications dans la main-d'œuvre vers les qualifications supérieures, qui ne correspond pas à la composition sectorielle de l'économie. Au plan de la demande, les demandeurs d'emploi instruits recherchent constamment les emplois du secteur public parce que le secteur privé est modeste et n'a pas pu évoluer en raison de diverses contraintes liées à la réglementation de l'activité des entreprises. Le taux de pauvreté de base est faible, mais une forte proportion de la population vit près du seuil de pauvreté. D'après les données de la Banque mondiale, 0,7% seulement de la population (un demi-million de personnes) vivait en 2010 au-dessous du seuil de pauvreté, de 1,25 dollar par jour (PPP).

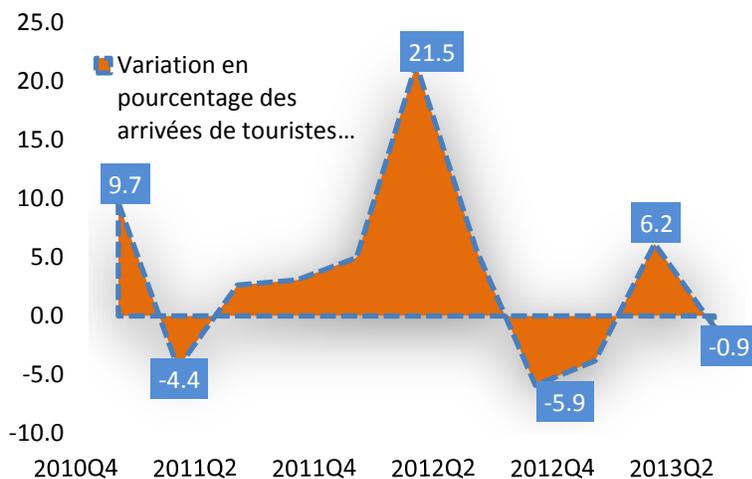
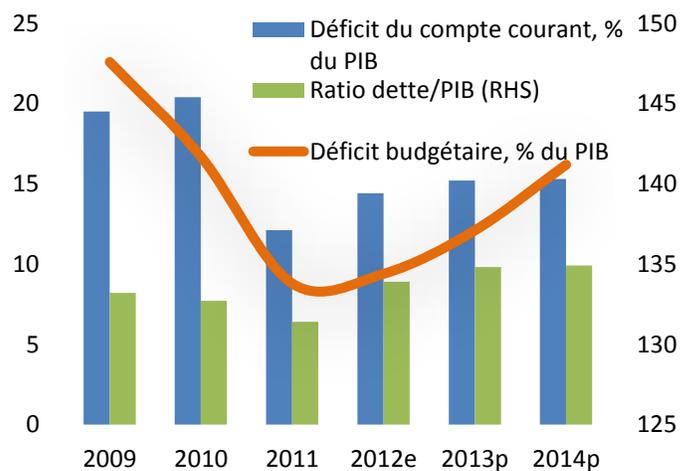
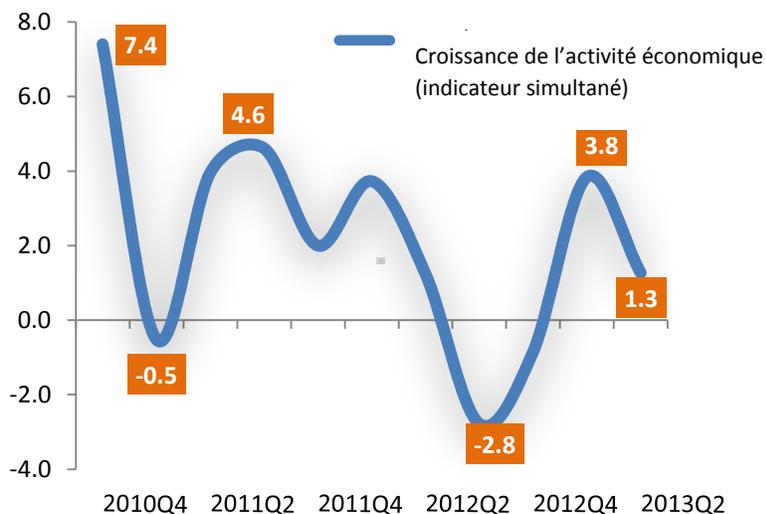


Toutefois, le nombre de personnes vulnérables vivant juste au-dessus du seuil de pauvreté s'accroît lorsque le seuil de pauvreté augmente légèrement au-dessus du niveau de 1,25 dollar par jour. La répartition des revenus s'est améliorée (le coefficient de Gini a légèrement diminué) suite à la suppression des subventions des denrées alimentaires et des combustibles en 2012 et leur remplacement par des transferts en espèces à près de 80% de la population, mais un grand nombre de personnes se trouve toujours dans une situation vulnérable. Une augmentation de 0,5 dollar du seuil de pauvreté (de 2 à 2,50 dollars et de 3 à 3,50 dollars) pourrait accroître de 4 à 6% la population (plus de 4,5 millions de personnes) vivant dans la pauvreté. Cela donne à penser qu'un grand nombre de personnes sont vulnérables aux chocs exogènes ou aux changements de leur situation personnelle. L'augmentation des taux de chômage et d'inflation et ses répercussions immédiates sur les conditions de vie de la population sont les facteurs importants, parmi d'autres, qui contribuent à l'aggravation de la situation de la pauvreté en Iran.

LIBAN

La situation économique du Liban est de plus en plus affectée par des tensions internes et externes. Au plan intérieur, un vide institutionnel s'est créé après la démission du gouvernement en mars et la mise en veilleuse de la formation d'un nouveau gouvernement, en raison de la situation régionale et du conflit syrien. Cette situation pèse lourdement sur l'économie libanaise qui pâtit déjà d'une croissance léthargique, d'un déficit budgétaire qui se creuse et d'une dette publique grandissante. La situation déjà difficile a été exacerbée par l'afflux massif de réfugiés syriens, estimés à près de 866 000 en 2013, soit environ 20 % de l'ensemble de la population du Liban. Les réfugiés vont dans tout le pays, les plus fortes concentrations se trouvant dans l'est et le nord du Liban, où vivent les ménages agricoles pauvres. La taille grandissante de la population des réfugiés devrait avoir des répercussions sur la croissance économique, augmenter la pauvreté et le chômage parmi les Libanais et aggraver un déficit budgétaire déjà élevé (estimé à 10 % du PIB en 2013) dans un pays en butte à une dette publique importante, évaluée à près de 137 % du PIB en 2013. Dans ces conditions, la Banque du Liban (BDL) compte introduire un nouveau programme de 800 millions de dollars pour stimuler l'activité économique, plus particulièrement dans le secteur de l'immobilier.

Le rythme de croissance économique demeure très lent. D'après les données officielles, l'activité économique, mesurée par l'indicateur simultané (estimations mensuelles du PIB établies par la BDL), a stagné autour de 2,5 % au premier semestre de 2013, de même que le taux de croissance enregistré au premier semestre de 2012. Le rythme de l'activité est resté lent dans le secteur de l'immobilier, qui représente 13 % du PIB. D'après les données officielles, au cours des 10 premiers mois de 2013, le nombre de permis de construire a diminué de 10 % et celui des



Source : Sources officielles nationales.

transactions immobilières de 6 % par rapport à la même période de l'année dernière. Le secteur du tourisme continue d'être éprouvé par l'aggravation du climat d'insécurité dans le pays. Le nombre d'arrivées de touristes a diminué de 4,9 % au troisième trimestre de 2013 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette situation est en grande partie imputable à la diminution continue du nombre de visiteurs provenant des pays arabes, les gouvernements déconseillant aux citoyens de se rendre au Liban, en particulier après le récent incident survenu à l'Ambassade d'Iran à Beyrouth et la bombe qui a tué Mohamad Chatah, l'ancien ministre des Finances. Les estimations préliminaires de la Banque mondiale donnent à penser que la croissance restera faible, à environ 1,5 % en 2013 et 2014, soit un niveau nettement inférieur aux potentialités.

Tout comme dans le reste de la région MENA, le chômage au Liban demeure élevé. Les estimations du ministère du Travail indiquent un taux de chômage de l'ordre de 12 à 13 % en 2013. Le taux est deux fois plus élevé chez les jeunes de moins de 25 ans, de même que chez les personnes instruites. Le grand nombre de réfugiés syriens arrivant sur le marché du travail du Liban continue d'augmenter la main-d'œuvre, ce qui ne permet guère une réduction du taux de chômage. D'après les estimations, l'afflux de Syriens pourrait accroître la main-d'œuvre de près de 30 et 40 % en 2013 et 2014 respectivement. Le niveau de l'emploi informel est élevé et a augmenté ces derniers temps. Les estimations du FMI montrent que plus du tiers des personnes employées se trouve dans le secteur informel.

Les déficits du compte courant et budgétaire et la dette publique en pourcentage du PIB sont restés constamment élevés, ce qui a entraîné des besoins de financement importants. Le déficit du compte courant a tourné autour de 15 % depuis 2009 et le ratio de la dette au PIB a

dépassé 140 % du PIB. Le déficit des finances publiques est resté dans la fourchette de 7 à 9 % au cours des cinq dernières années. Il ressort des données trimestrielles que le déficit budgétaire a grimpé de plus 67 % en juin, suite à la hausse permanente des dépenses publiques, qui a été introduite en 2012 et prolongée en 2013. D'après les données du ministère des Finances, le déficit s'est chiffré à près de 1,9 milliard de dollars au cours des six premiers mois de 2013, contre un déficit de l'ordre de 1,1 milliard de dollars au cours de la même période en 2012, soit une augmentation de 68 % rien qu'en six mois. Le déficit budgétaire devrait rester élevé en 2013 et 2014, avoisinant 10 % du PIB.

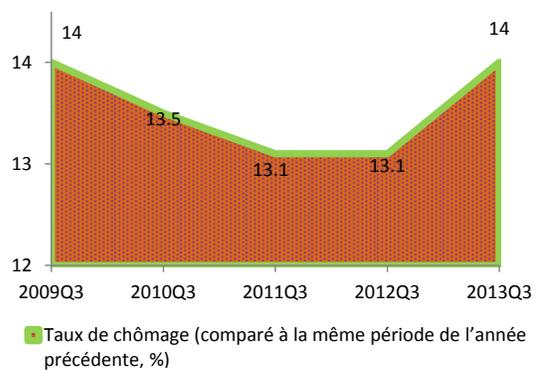
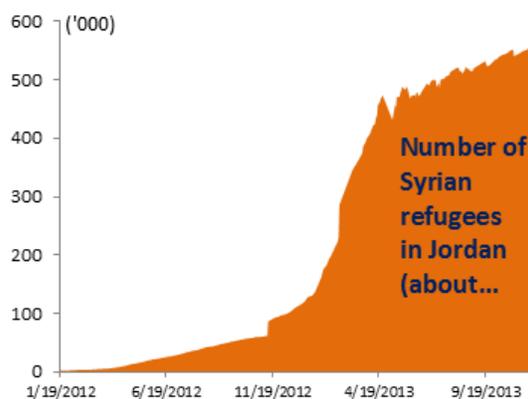
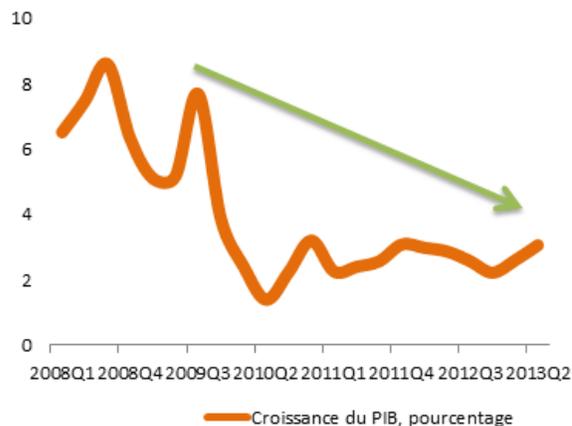
Les problèmes structurels de longue date ne sont toujours pas résolus. Ils comprennent notamment les lacunes de l'infrastructure, les insuffisances des services publics, les établissements publics surpeuplés et l'accès limité aux dispensaires et hôpitaux publics pour les populations à faible revenu, en particulier dans les zones rurales. Par ailleurs, l'afflux de réfugiés sollicite tous ces secteurs à la limite de leurs possibilités. L'inadéquation des qualifications, les rigidités du marché du travail et les salaires minimums élevés se traduisent par des inefficacités du marché du travail. Une enquête a établi que les entreprises considèrent les qualifications comme le principal obstacle à leurs activités. Les employeurs considèrent également la réglementation du travail, notamment la couverture en cas de cessation de service, comme un obstacle à l'emploi. Suite à la hausse des salaires approuvée récemment, le salaire minimum sera parmi les plus élevés de la région, bien qu'il soit globalement conforme à la moyenne régionale lorsqu'il est ajusté en fonction du coût de la vie. Enfin, les niveaux élevés des fonds envoyés par les travailleurs migrants et des frais de l'éducation contribuent au chômage volontaire en maintenant des taux élevés de salaire minimum. Les réformes devraient donc viser à créer une économie dynamique pouvant générer des emplois qui contribueront à réduire les taux de chômage et

de pauvreté. Dans cette perspective, il faudrait réaliser des investissements et des réformes dans l'infrastructure ainsi que des améliorations du climat des affaires et du marché du travail. Une stratégie budgétaire à moyen terme, visant à réduire le ratio de la dette au PIB, pourrait rétablir la confiance du marché et créer, grâce à des mesures d'amélioration des recettes et des dépenses publiques, une marge de manœuvre budgétaire permettant de financer un niveau plus élevé de dépenses sociales et d'équipement.

JORDANIE

Les tensions régionales, les coupures de gaz d'Égypte et l'afflux de réfugiés syriens en Jordanie continuent de peser sur l'économie jordanienne. La situation budgétaire et les comptes extérieurs se dégradent, alors que l'afflux des réfugiés réduit les possibilités des marchés du travail et du logement et limite l'accès aux services publics. En conséquence, le taux de croissance du PIB ne devrait pas dépasser le niveau de 3 % auquel il s'est trouvé pendant près de trois ans. D'après les données officielles, la croissance du PIB a atteint 2,8 % au troisième trimestre de 2013, (un niveau supérieur au taux de 2,6 % enregistré au premier trimestre de 2013) par rapport au trimestre précédent de l'année dernière. Toutefois, en rythme annuel, la croissance du PIB réel ne s'est pas améliorée au cours des six premiers mois de 2013, car elle a stagné à 2,8 % au premier semestre de 2013 par rapport à la même période en 2012. Les estimations préliminaires de la Banque mondiale montrent que dans la situation actuelle, la croissance restera voisine de 3 % jusqu'en 2015, lorsqu'elle devrait dépasser ce taux.

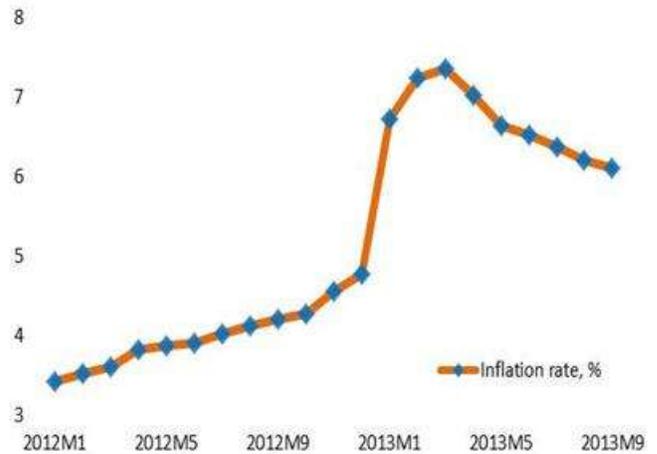
Le chômage continue d'augmenter du fait d'une croissance léthargique. D'après les données officielles, le taux de chômage au troisième trimestre de 2013 a augmenté de 1 % (à 14 %) par rapport à la même période en 2012. Ce taux représente la plus forte augmentation du nombre de chômeurs au cours des quatre dernières années. Chez les hommes, le chômage était de 11,3 % contre 26,8 % chez les femmes. Le chômage chez les jeunes (15 à 19 ans et 20 à 24 ans) est particulièrement élevé, à 37,9 % et 34,9 % respectivement, contre 36,1 % et 30,1 % respectivement l'année passée. Il ressort des données que le chômage demeure élevé parmi les diplômés de l'université, avoisinant 20,6 % au cours de la même période. L'écart entre les nombres de chômeurs des différentes régions du pays s'est creusé. Le gouvernorat d'Aqaba au Sud a enregistré le taux



Source : Sources officielles nationales

de chômage le plus élevé, à 20,3 %, alors que le taux le plus faible, à 9,8 %, était enregistré dans le gouvernorat de Zarqa. D'après certains indices, l'expansion dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (GCC) contribue à répondre à la demande de travailleurs jordaniens qualifiés, ce qui pourrait réduire à moyen terme la pression sur le marché du travail intérieur.

Les données de l'inflation de la Banque centrale de Jordanie (CBJ) montrent une tendance à la baisse du taux mensuel de l'inflation. Après un pic de 7,3 % en mars 2013, le taux d'inflation a baissé à 6,1 % en septembre 2013. La politique du gouvernement, qui a consisté à libéraliser les prix du pétrole en novembre 2012, a fortement contribué au taux d'inflation élevé. Les augmentations des tarifs d'électricité, qui n'ont ciblé que les gros consommateurs, ont eu une incidence négligeable sur les prix. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'un programme visant à enrayer les pertes subies par la compagnie nationale d'énergie électrique (Nepco), qui ont été aggravées par la nécessité de remplacer le gaz égyptien par le mazout. D'après les estimations de la Banque mondiale, l'inflation tournera autour de 5 % environ en 2013 avant de diminuer à 4 % en 2014.



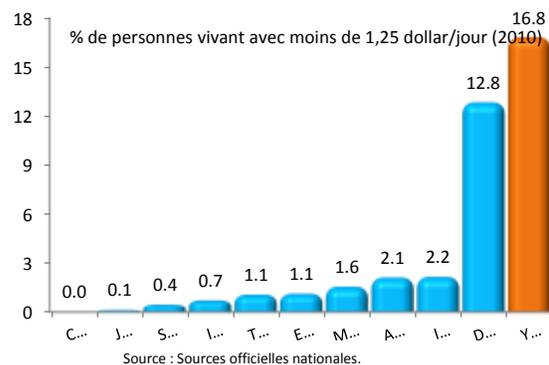
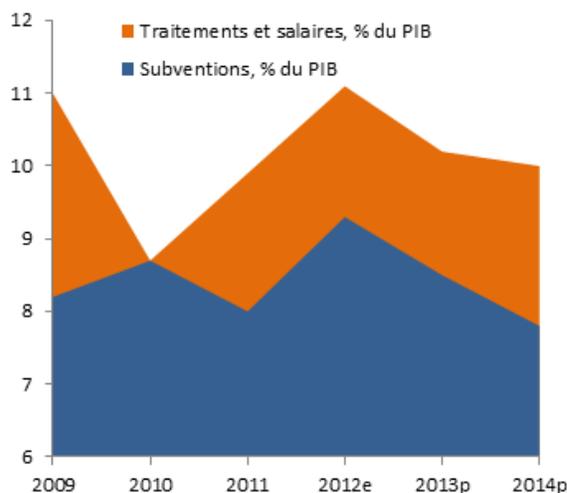
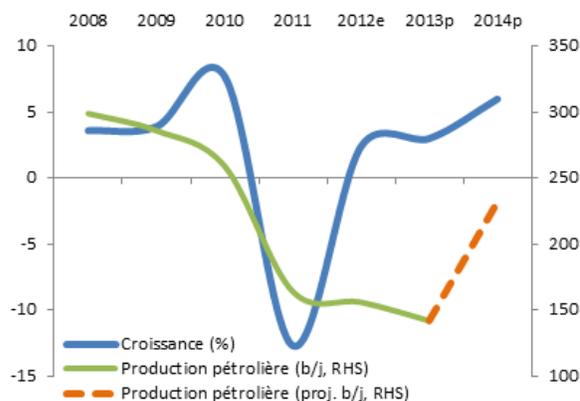
Sur une note positive, les flux d'investissement direct étranger (IDE) ont augmenté au cours du premier semestre de 2013, totalisant près de 1 milliard de dollars, en progression de 34 % par rapport à la même période de l'année dernière. Il reste cependant à savoir s'ils vont se maintenir. D'après les estimations préliminaires de la Banque mondiale, les flux d'IDE pourraient revenir à leur niveau d'avant la crise, de l'ordre de 2,5 milliards de dollars en 2014, soit une augmentation de 13 % et de 24 % en 2013 et 2014 respectivement par rapport au niveau de 2012.

Pour réaliser la stabilité macroéconomique, il faudrait entreprendre les réformes structurelles qui n'ont que trop tardé, consistant notamment à rationaliser la réglementation des entreprises, éliminer les rigidités du marché du travail et améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Jusqu'à présent, les questions de politique et de sécurité ont pris le dessus, et les réformes économiques n'ont pas bénéficié d'une attention suffisante.

Yémen

L'économie renoue lentement avec la croissance après le net ralentissement enregistré au lendemain de la révolution de 2011. Avant la révolution, la croissance s'établissait à 8 % (2010), grâce aux augmentations des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL), mais en 2011 l'économie s'est sensiblement contractée et la croissance a chuté de 13 %. La reprise de 2012 était attribuable à l'amélioration de l'activité dans les principaux secteurs de l'économie, l'industrie manufacturière, l'agriculture et le commerce. Toutefois, la production pétrolière, qui contribue 30 % du PIB et plus de 75 % du budget de l'État, se trouve toujours en dessous des niveaux d'avant la révolution, en raison des attaques fréquentes contre l'infrastructure de l'énergie et les champs pétroliers. La Banque mondiale prévoit que la croissance pourrait s'améliorer à 6 % en 2014, alimentée par l'expansion des secteurs non pétroliers et les apports de fonds des donateurs. La production pétrolière devrait aussi rebondir en 2014, si l'impasse politique, la violence et les insurrections sur les champs pétroliers s'atténuent, mais restera sensiblement inférieure au niveau d'avant la crise, de l'ordre de 400 000 barils par jour.

Le niveau de chômage au Yémen est le plus élevé de la région MENA. Les estimations officielles indiquent un taux de chômage de 17 % en 2010, avec plus de 54 % chez les femmes et 12 % chez les hommes. Le taux est resté élevé parmi les jeunes, atteignant 60 %, et aurait augmenté au lendemain de la révolution. La situation a été aggravée par la déportation des Yéménites travaillant illégalement dans les pays du Golfe, en particulier l'Arabie Saoudite. D'après les chiffres officiels, sur les 2 millions de Yéménites travaillant en Arabie Saoudite, un total de près de 700 000 seront déportés au cours des prochains mois (200 000 ont déjà été ramenés au Yémen). La déportation devrait exacerber la situation déjà difficile du marché yéménite du travail et réduire sensiblement les



envois de fonds au Yémen, qui représentaient environ 10 % du PIB avant la révolution.

Le Yémen a le taux de pauvreté le plus élevé de la région MENA. Le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a augmenté depuis 1998, de 13 % à 17 % en 2010. Près de la moitié de la population vivait avec moins de 2,00 dollars par jour en 2010. D'après les estimations, la pauvreté a empiré après la

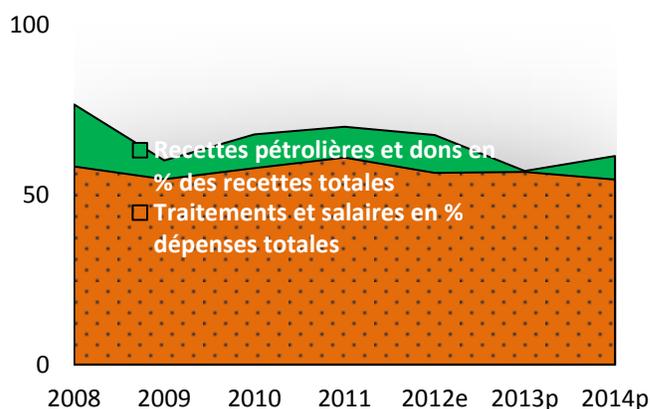
révolution de 2011, suite à la mauvaise gestion de l'économie, à l'affaiblissement de l'unité politique, au déplacement des Yéménites en raison des affrontements internes ainsi qu'à l'accroissement des réfugiés fuyant les crises dans les pays voisins. Les estimations des Nations Unies montrent que près de la moitié de la population au Yémen a besoin d'aide humanitaire.

Le budget du gouvernement yéménite est particulièrement vulnérable et le niveau élevé du déficit des finances publiques est l'une des principales difficultés auxquelles se heurte l'économie. Les recettes publiques sont constituées en majeure partie par les recettes pétrolières ; les subventions et les salaires dominent les dépenses publiques, ce qui ne laisse qu'une marge de manœuvre étroite pour les dépenses d'équipement. Les recettes pétrolières devraient régresser du fait de la violence sur les champs pétroliers, alors que les dépenses consacrées aux subventions et aux salaires ne cessent d'augmenter. La masse salariale, qui représentait 8,7 % du PIB en 2010, est passée à environ 11 % du PIB en 2012, suite à la décision du gouvernement d'augmenter les salaires en 2011, en réponse aux manifestations et aux tensions sociales croissantes. Les subventions ont atteint 9 % du PIB en 2012, mais étaient en baisse par rapport à leur pic de 14 % enregistré en 2008. En revanche, les dépenses d'équipement continuent d'être pénalisées : elles ont reculé, de près de 5 % du PIB avant la crise, à environ 2 à 3 % du PIB en 2011 et 2012.

Des défis importants restent à surmonter. La lente reprise vient de s'amorcer et pourrait être affaiblie par le sabotage continu des principaux oléoducs, qui diminue la production de pétrole. La situation des finances publiques se dégrade, en dépit de dons importants, et les besoins de financement à court et moyen terme sont considérables. La part importante des salaires et des subventions généralisées de l'énergie dans le budget limite les ressources publiques disponibles pour financer les dépenses axées

sur les pauvres et la croissance. Le chômage devrait rester très élevé, en particulier parmi les jeunes et la pauvreté et la malnutrition sont généralisées.

Les graves problèmes environnementaux, notamment l'extraction rapide de l'eau souterraine, posent des risques économiques et sociaux à une reprise déjà fragile.

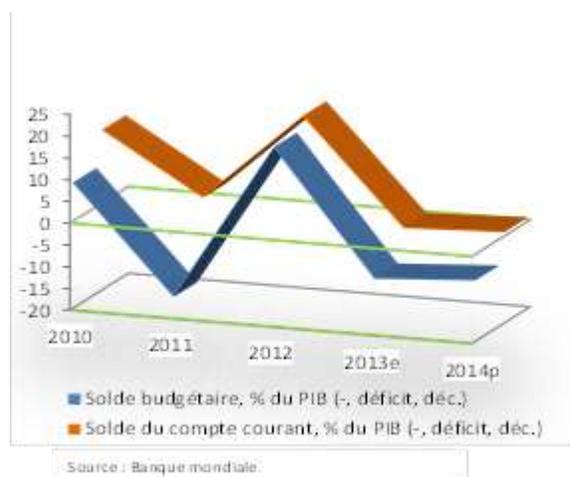
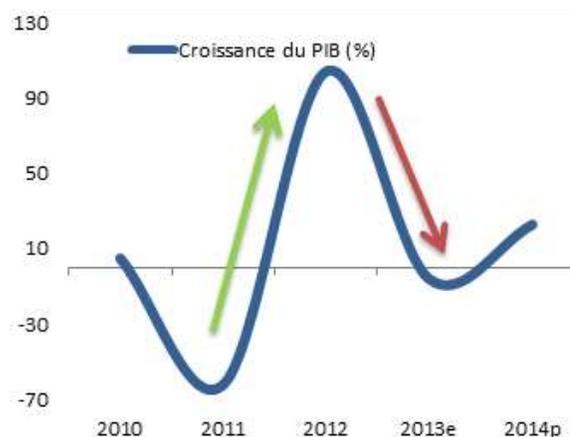
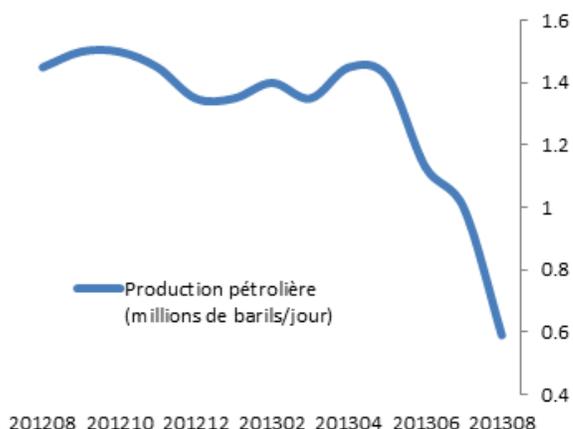


Source : Banque mondiale et sources officielles nationales.

Libye

La croissance économique en Libye plonge à nouveau dans le rouge. Après la chute vertigineuse de 62 % en 2011, la croissance du PIB a repris, atteignant 104 % en 2012, suite à la production massive de pétrole. Mais la reprise a été freinée en 2013, car le secteur pétrolier, qui apporte la plus grande contribution à la croissance et aux recettes publiques (représentant près de 70 % du PIB et 95 % des recettes publiques), a été paralysé depuis juillet par des grèves prolongées aux principaux terminaux pétroliers et ports de chargement, ce qui a privé les exportations de la production de plus de 1 million de barils de pétrole brut par jour (b/j). Les blocages des installations de production et d'exportation de pétrole par les milices, les membres de tribus et d'autres contestataires aux champs pétroliers à travers le pays ont réduit la production à 224 000 b/j au début de décembre (soit près de 40 % de la capacité) contre plus de 1,4 million de b/j en juin et 1,6 million avant la révolution.

Les finances publiques et le compte courant se sont considérablement dégradés du fait du blocage des activités pétrolières, qui a réduit de 80 % les revenus du pétrole ainsi que de la poursuite de la politique budgétaire expansionniste. En septembre 2013, le gouvernement a annoncé une hausse de 20 % des salaires des agents de la fonction publique et publié un décret distinct portant augmentation des traitements du personnel du Conseil judiciaire. La Banque mondiale a révisé ses estimations de la position budgétaire du gouvernement en 2013 et 2014. L'excédent budgétaire de 2012 devrait devenir un déficit de l'ordre de 5 % du PIB en 2013 et 4 % du PIB en



2014 respectivement. L'excédent important du compte courant devrait également diminuer considérablement, atteignant un niveau pratiquement nul en 2013, et ne reprendre que légèrement en 2014. Dans la situation actuelle, le gouvernement a dû puiser plus largement dans ses vastes réserves de change (qui se chiffraient à 124 milliards de dollars à la fin de 2012) pour financer ses déficits budgétaires en 2013 et 2014 (10 à 13 milliards de dollars ont déjà été utilisés en 2013).

Le marché libyen du travail privilégie le secteur public, qui emploie plus de 80 % de la main-d'œuvre formelle, alors que le secteur privé emploie juste 4 % de Libyens. En outre, les salaires et les avantages intéressants offerts par le secteur public se traduisent par des attentes salariales élevées parmi les chercheurs d'emploi et les diplômés de l'université. En conséquence, le taux de chômage est resté élevé en général, bien que les estimations officielles indiquent un fléchissement des chiffres après la révolution de 2011. Les données publiées en septembre 2013 par le ministère du Travail montrent que le taux de chômage s'est amélioré, à 15 % en 2013 contre le niveau élevé de près de 20 % en 2010 et 2011. Mais les estimations officieuses donnent à penser que le chiffre réel est plus proche de 30 %, les taux étant encore plus élevés chez les jeunes. D'après les estimations de la Banque mondiale, le chômage des jeunes est resté près de 50 %, la majorité des chômeurs étant titulaires de diplômes universitaires.

L'économie libyenne est confrontée à des défis de taille, qui pourraient entraver les perspectives d'une reprise de la croissance s'ils n'étaient pas relevés. Premièrement, il faudrait améliorer la gestion des ressources pétrolières de la Libye et diversifier l'économie de toute urgence afin de garantir la stabilité financière et économique à long terme et régler le problème du chômage. En dépit de sa contribution substantielle au PIB, le secteur du pétrole et du gaz est à très forte intensité de capital et contribue moins de 2 % à l'emploi total (d'après

les données les plus récentes). Ensuite, il faudrait rationaliser les subventions générales (estimées à 11 % du PIB en 2013) et les salaires du secteur public, qui exercent des pressions budgétaires sur le gouvernement. Les subventions sont élevées et réduisent la marge de manœuvre disponible pour financer les dépenses prioritaires consacrées à la santé, à l'éducation et à l'investissement dans l'infrastructure. Il faudrait enfin éliminer l'inadéquation des qualifications et entreprendre des réformes pour stimuler le dynamisme du secteur privé. La croissance du secteur privé est entravée en particulier par le manque d'accès aux financements, l'incertitude concernant le cadre juridique et une situation sécuritaire fragile.

